

La librairie l'Emile est une librairie spécialisée Jeunesse créé en 2005 et située dans le 15ème arrondissement parisien. Cette librairie a par ailleurs comme double spécificité de

- d'avoir une part importante de jeunes publics, venant notamment chercher des prescriptions scolaires comme des textes classiques dans des éditions pédagogiques, au prix souvent inférieur à 4 euros.
- de proposer une offre jeunesse importante en livres importés. Ces livres ne sont pas « couverts » par la loi sur le prix unique du livre, mais par une circulaire datant de 1991 fixant un prix plancher; [amazon.fr](https://www.amazon.fr) (la différence d'[amazon.co.uk](https://www.amazon.co.uk) ou d'autres extensions nationales d'Amazon) enfreint de façon systématique cette règlement en proposant des prix nettement inférieurs à ce prix plancher ( correspondant au prix facial du livre, affecté de la devise).

L'Emile Jeunesse est située dans un quartier résidentiel et familial, avec un public scolaire important.

Nous constatons que nos jeunes clients, notamment en matière de prescription, privilégient l'achat en ligne. La plupart du temps, leurs parents ont souscrit un programme de fidélité et enregistré le numéro de la carte de paiement. Ce public, à partir du collège, se détourne d'autant plus facilement de la librairie au coin de la rue que l'achat en ligne répond à l'arbitrage du moindre effort, tout à fait conforme à leur âge.

La perte en matière de ventes des prescriptions rejaille sur le flux en librairie et, par conséquent, sur la vente des livres non prescrits.

### **Question Q1 : Que pensez-vous de fixer à 3 € TTC le tarif minimum d'envoi des livres neufs ?**

**Le montant de 3 euros ne nous permet ni d'être véritablement « attractif », ni de ne pas perdre de l'argent sur les petits envois. Dans ce cas d'une prescription vendue 4 euros et sur laquelle la marge s'établit à 1,37 euros, la librairie perd 4 euros sur les frais de port, soit 2,64 sur la vente.**

De notre point de vue, il est important de renchérir le coût des « petites commandes » Ce n'est qu'en établissant un tarif postal unique minimal de 5 euros que la loi de 2021 parviendrait à ses objectifs : réorienter l'achat vers les librairies; maintenir un réseau dense de détaillants; inciter les librairies à se investir et se moderniser pour proposer de la vente à distance; tenir compte des tarifs postaux. Ce montant de 5 euros par ailleurs ne serait en rien prohibitif dans la mesure où le litre d'essence avoisine aujourd'hui les 2 euros.

### **Question Q2 : Que pensez-vous de prévoir qu'à partir d'un certain seuil d'achat de livres neufs, le montant minimum du tarif d'envoi des livres soit fixé à 0,01 € ?**

La notion de quasi-gratuité est un détournement de la loi de 1981 et de la Loi de 2021. Nous y sommes tout à fait opposés.

### **Question Q3 : Le cas échéant, à quel montant placeriez-vous le seuil à partir duquel le tarif minimum de livraison serait de 0,01 € ? En particulier, que pensez-vous de fixer ce seuil aux alentours de 25 € d'achat ? Pourquoi ?**

Le palier à 25 est beaucoup trop incitatif et serait de nature, contrairement à l'objectif de la loi, de détourner les achats vers les plateformes au détriment de l'achat en librairie. S'il fallait fixer un seuil,

il devrait être le triple du panier moyen ( autour de 60 euros) et s'établir, au maximum, dans la limite de la remise maximale des 5% prévue par la loi de 1981, soit 3 euros.

Concernant les différentes précisions d'applications envisagées :

L'application du tarif minimum de frais de port aux commandes de livres passées dans le cadre d'un programme de fidélité est indispensable afin de conserver l'efficacité de la mesure et d'éviter tout contournement.

- **Retrait dans un commerce de vente au détail de livre ou un point de retrait : pour des raisons de simplicité, de compréhension et de facilité de mise en œuvre, l'Arcep envisage de proposer que le tarif minimum applicable pour une livraison dans un point de retrait, hors commerce de vente au détail de livre, soit identique à celui d'une livraison à l'adresse spécifiée par l'acheteur.**

Nous souscrivons d'autant plus à cette précision qu'elle serait également de nature, si elle n'était pas appliquée, à permettre un détournement de la loi en proposant le retrait gratuit dans des « lockers ».

En conclusion, nous souhaitons rappeler que le vote de la loi en décembre 2021 a incité l'Emile Jeunesse à investir dans la réalisation d'un site de vente en ligne (ouverture prévue en juin 2022); or, les paliers prévus par la première proposition de l'Arcep sont contraires aux espérances suscitées par l'adoption de la loi.

[\*\*\*\*] [\*\*\*\*]

Directrice de la librairie l'Emile